6 PAGES 5 CENTIMES

Fondé en 1893

L'Egalité

DE ROUBAIX TOURCOING

6 PAGES 5 CENTIMES

Fondé en 1893

Téléphones : à LILLE N° 1.02 — à ROUBAIX N° 2.29 — à LENS N° 1.02

ABONNEMENTS — 3 mois / 6 mois / Un an
Nord et Départements limitrophes . . . . . 4 fr. 50 — 9 fr. — 18 fr.
Autres départements. . . . . 5 fr. 50 — 11 fr. — 22 fr.
Les abonnements sont reçus aussi frais dans tous les bureaux de poste

Le Numéro 5 Centimes

PUBLICITE
Les Annonces et Réclames sont reçues directement aux Bureaux du journal et dans toutes les Agences de France et de l'Etranger

Samedi 14 MARS 1908

???

Un assassin qui est aussi un satyre, — une prostituée, sa confidente, — le tenancier d'une agence criminelle, — un policier moderne, — un déclassé qui tente de se réhabiliter, — une adorable femme meurtrie dans son honneur et dans sa pudeur, — un rapin sympathique et bouffon, admirable émule de Sherlock Holmès, — tels sont les principaux personnages de

NOTRE
PROCHAIN FEUILLETON
Local, Régional, Inédit.

Grèves partielles
ET
Grève générale

Un bon soldat, avant de partir en expédition, examine avec soin toutes les pièces de son armement et de son équipement. Si son état-major compte sur un engin aussi nouveau que décisif, il entraîne l'élite à la manœuvre de cet engin, auquel sont apportés au fur et à mesure tous les perfectionnements qui le mettent, à l'éventualité, en état de rendre le maximum de services qu'on en attend. C'est pour cela que les chapitres de la guerre et de la marine constituent la partie la plus onéreuse d'un budget national, en notre civilisation où règne encore la raison du plus fort, le droit du poing, le « Faustrecht ».

Il serait bon que les socialistes montassent le même souci à l'égard d'un engin qui a encore peu servi, et à l'étranger seulement, où il n'a pas donné les merveilles qu'on en attendait. C'est de la grève générale que je veux parler. En même temps que le syndicalisme révolutionnaire y voit l'arme décisive du suprême et dernier assaut, on incline, dans le Parti Socialiste, à juger de même, et on le pousse avec plus ou moins de brusquerie aux manœuvres préparatoires qui mènent à l'emploi exclusif du terrible engin.

Pour qu'il n'éclate pas aux mains des manœuvriers, ce qui les mettrait en piteux état, encore serait-il bon que les ingénieurs brevetés du socialisme et du syndicalisme eussent pour unique souci d'entretenir et d'améliorer l'engin. Or, jusqu'à présent, ils ne paraissent guère en avoir eu cure. Promouvoir la grève générale à la dignité éminente de mythe social, c'est assurément une ingénieuse trouvaille philosophique. En somme, équivalente à celle de tous les bureaux de la rue Royale quand ils débaptisent le « Foudroyant » pour le rebaptiser le « Pulvérisant ». Mais ça n'empêche pas le malheureux bateau de s'échouer à la sortie du port ou de sauter sous la pression de ses poudres éventées.

Je voudrais donc examiner si l'état de nos poudres est satisfaisant, et même si, en préparant la grève générale, nous ne nous exposons pas à la pénible alternative du piteux échouage ou de la désastreuse explosion. La chose est de conséquence puisqu'à l'imitation des anarchistes qui mènent encore la Confédération du Travail, des socialistes anarchisants essaient d'entraîner le Parti socialiste et de le décider à consacrer à cet engin la plus grosse part de son budget, je veux dire de son activité.

⁂

Il y a quelques années, la grève générale était un très vieil engin de guerre sociale, dont on ne parlait plus que dans les écoles, quand les élèves en étaient à l'histoire romaine. On leur montrait la plèbe se réfugiant sur le mont Aventin, d'où un beau parleur la ramenait en lui racontant la fable des membres et de l'estomac. Mais vieille chose bien employée, et surtout rajeunie et rafistolée, peut être bonne et même excellente. Ne tenons donc pas rigueur à la grève générale de s'être rouillée inutile dans la poussière de vingt-quatre siècles. La philosophie d'Epicure et de Lucrèce a sommeillé presque autant, et n'en fait pas plus mauvais usage aujourd'hui pour cela.

Va donc pour la grève générale par le Parti ou par la Confédération, ou par les deux en ligne parallèle, ou par effort combiné, si elle doit être l'engin décisif qui fera sauter le vieux monde d'iniquité. Enfourchons pour la lutte finale ce destrier fougueux. Mais que vois-je ? O douleur ! L'engin perd sa poudre, qui m'a tout l'air d'être éventée. Les flancs du cheval de bataille sont agités, et, ces mouvements convulsifs, ressemblent plutôt à la colique meurtrière qu'à l'agitation des héros embusqués dans les entrailles du cheval de Troie. On nous avait promis un fier coursier : n'aurions-nous en face de nous qu'un dada ? Pis, peut-être : la jument de Roland ? La panne hippomobile, alors !

Cherchons, examinons, scrutons. Remontons aux principes de l'art. Pas de guerre sans manœuvres préparatoires. Idem, pas de grève générale, révolutionnaire naturellement, sans grèves partielles, entraînement et préparation à la grande guerre. Cf. tous les bons auteurs et docteurs grève-généralistes et grève-généralissimes. Si donc, par malheur, le terrain des manœuvres préparatoires venait à manquer sous les pas de nos troupiers, nous n'aurions plus, en l'absence de tout autre moyen de guerre, qu'à les renvoyer dans leurs foyers, c'est-à-dire à les replacer sous la coupe des capitalistes. Cela, c'est l'échouage avant même la sortie du port. Ou à les jeter quand même à la bataille. Et ceci serait l'explosion qui sauve l'ennemi et, pour une génération, le délivre de toute crainte.

⁂

Or, à l'examen des faits actuels, comme moyen de lutte au jour le jour pour la défense du pain, et, à plus forte raison, comme entraînement à la grande guerre libératrice, la grève me paraît être en danger. Les statistiques que je communiquais il y a quelques semaines aux lecteurs de la « Revue de l'Enseignement primaire » prouvaient, clair comme le jour, que le coût de la vie s'était élevé plus rapidement que le taux des salaires. Et cela, qu'on le remarque bien, dans une période où les grèves ont été exceptionnellement nombreuses. Notez que le même phénomène s'est produit en Allemagne : denrées plus chères, salaire à peine accru, grèves multipliées.

Ne croyez vous pas, lecteurs, que lorsque les ouvriers connaîtront ce résultat, leur foi dans la grève n'en sera pas singulièrement ébranlée ? Et si alors ceux qui se sont voués à leur organisation et à leur éducation n'ont pas d'autre moyen à leur offrir, ils leur tourneront le dos et rentreront découragés chez eux. Ce désastre est d'autant plus à craindre que la grève leur a été présentée comme une préparation à l'assaut de la société capitaliste, et non comme un moyen de défendre leur pain quotidien ou leur dignité d'hommes, ceci étant considéré par les théoriciens comme subsidiaire et de surcroît.

D'autant qu'à vouloir préparer la syndicat à une aussi grandiose entreprise, on a recherché ce qu'on appelle « la qualité », négligé la très réelle et tangible « quantité ». Si bien qu'on ne groupe pas quatre cent mille hommes en France, tandis que l'Angleterre et l'Allemagne attachées à des fins moins ambitieuses, en groupent chacune plus de deux millions. Si notre nerveuse et souple nation n'avait l'habitude de procéder par bonds et par sauts, ce qui la fait parfois tomber dans les basses-fosses à la Deux-Décembre, je dirais que les prolétaires d'Allemagne et d'Angleterre sont cinq fois plus prêts que les nôtres à se libérer de toute servitude.

Est-ce le seul inconvénient dont la grève soit actuellement impédimentée ? Plût au Destin ! Voici les grévistes réduits de plus en plus aujourd'hui à jouer la difficulté. Leurs mouvements échelonnés, on sait ce qu'en ont fait les « lock-outs » de Marseille et de Fougères. Quant aux grèves locales d'ensemble, l'échec de celle d'Anvers est d'hier. Sait-on que les patrons, aujourd'hui, se syndiquent et se fédèrent davantage et plus rapidement que les ouvriers ? De 1905 à 1906, tandis que les syndicats ouvriers ne gagnaient que soixante mille adhérents, les syndicats patronaux en gagnaient quarante-sept mille. L'effectif syndical patronal augmentait donc de près de dix-huit pour cent, tandis que l'effectif ouvrier n'augmentait que d'un peu plus de sept pour cent.

Et à l'imitation du patronat allemand, le patronat français organise méthodiquement la résistance à la grève. Après la caisse aux trois millions annuels des métallurgistes, voici la « Masse noire » de la Fédération des industriels et commerçants. Puis c'est la chambre syndicale de la maçonnerie qui fédère les entrepreneurs. J'en passe.

⁂

Si donc, d'un côté la grève ne paie pas, comme disent les Anglo-Saxons, et de l'autre est rendue de plus en plus aléatoire par la résistance organisée des patrons, il est à prévoir que les ouvriers chercheront un autre moyen tant pour la défense actuelle que pour la conquête future. Dès lors, plus de manœuvres préparatoires. Donc, plus de grande guerre, c'est-à-dire plus de grève générale possible.

Ce serait, reconnaissons-le, faire injure aux théoriciens de la grève générale que de les supposer absolument ignorants des faits exposés plus haut. Ce doit être, je voudrais le croire, parce qu'ils les ont reconnus, au double sens militaire et scientifique du mot, qu'ils donnent leur assentiment aux tactiques de violence et traitent d' « endormeurs » les socialistes qui s'efforcent de terminer les grèves à l'avantage des ouvriers. Nous verrons, dans le prochain article, si, en présence d'une impossibilité croissante de la grève générale, les moyens de violence multiples et répétés, portés sur tous les terrains, comme on essaie de le faire en ce moment, peuvent produire l'explosion finale, et si, dans cette explosion, c'est le capitalisme qui sautera ou bien nos organisations ouvrières et socialistes.

Eugène FOURNIERE.

Hier & Aujourd'hui

DEUX DISCOURS

M. Combes a prononcé un excellent discours, bien à son heure, bien en circonstance, au cours de la fête organisée en l'honneur de M. Henri Brisson, qui représente, dans notre démocratie, le républicain de gauche indéfectible, inébranlable.

Pour la seconde fois, en effet, et plus énergiquement encore qu'en prenant possession du fauteuil de la présidence au groupe radical-socialiste du Sénat, M. Combes a signifié aux progressistes si désireux aujourd'hui de faire oublier leur opposition constante et leur réactionnarisme militant, qu'il n'y a pas de place pour eux dans la majorité républicaine de gauche, dans le bloc démocratique. Les colères que son discours a soulevées dans tout le bloc de droite viennent souligner son importance et sa valeur.

Il a dit son horreur des compromissions, à l'instant précis où une fraction de la majorité, où certaines personnalités politiques, manifestent des velléités d'alliance avec les progressistes alliés et prisonniers de la réaction et du cléricalisme.

« L'élargissement de la majorité républicaine, ajoutait-il, tel qu'il est entendu par ceux qui n'ont pas cessé de la combattre dans le pays, ne dit rien qui vaille au parti républicain. Il est de notre devoir de le signaler comme le mal de l'heure présente et comme un danger le plus à craindre de l'heure à venir ».

Pas de recul, pas de conversion à droite, voilà le mot d'ordre ; les conséquences des compromissions se feraient immédiatement sentir : nous irions à l'échec certain de toutes les réformes sociales, heureusement à pied d'œuvre. C'est un jeu facile d'opposer M. Combes à M. Clemenceau et l'on n'y manque pas. Il y a, c'est évident, de l'énervement dans les milieux parlementaires : la situation ministérielle de M. Clemenceau n'est plus d'une solidité à toute épreuve ; il n'a pas voulu établir de contact direct et constant avec les groupes de sa majorité de gauche. Mais peut-on affirmer, malgré cela, que les avances dangereuses de M. Maujan ont été approuvées sinon inspirées par lui ? Quelle était, hier encore, la conclusion de son discours ? « Tout notre programme d'action républicaine tient dans cette double formule : libération des intelligences écrasées sous le joug du dogme ; affranchissement de toutes les créatures humaines amoindries sous la servitude économique imposée par la loi du plus fort. Par la volonté du peuple souverain, la République vit ; la République parlementaire, la République démocratique et sociale ». M. Clemenceau a parlé au banquet Brisson plutôt en philosophe qu'en président du Conseil ; cependant, c'est là le langage d'un homme politique qui songerait à obliquer à droite l'axe du gouvernement ?

G. DESMONS.

CHRONIQUE

UN MARTYR

Le 16 février, les émigrés russes à Paris donnèrent au profit de leur caisse, dans la salle « Femina », une représentation à laquelle un hasard me fit assister.

Une société étrange était massée dans les galeries supérieures : jeunes filles aux jupes courtes, aux cheveux coupés, pauvrement mises, négligemment coiffées, fumant avec acharnement des cigarettes qu'elles écrasaient ensuite sous leurs pieds ; jeunes hommes aux longs cheveux, quelques-uns portant la blouse ceinte de cuir noir. Tous discutaient avec animation. C'étaient les prolétaires de la colonie russe. Le gardien de la salle et l'agent de service les regardaient avec une curiosité insistante.

En bas, au parterre, avaient pris place quelques femmes élégamment vêtues et quelques hommes en habit ou en smoking. Ceux-là représentaient les favorisés de la colonie.

Adossé au mur du fumoir, je regardais défiler devant moi cette assistance si bizarre et si vivante. Je remarquai tout à coup, dans un coin sombre, un grand jeune homme mince, d'une pâleur extrême, vêtu d'une longue houppelande noire. On lisait une telle souffrance sur ses traits que j'en fus vivement ému. Sa cigarette éteinte, il cherchait du feu. Je lui en offris et lui adressai quelques paroles. Il me répondit dans un bégayement pénible, en cherchant ses mots.

— Je parle encore avec difficulté, me dit-il, mais j'espère guérir. C'est en Sibérie que j'ai perdu la parole. J'y ai tant souffert ! Cela va mieux maintenant...

Une heure plus tard, nous étions attablés dans un petit restaurant du quartier. Le vin chaud aidant, la sympathie qu'il devinait en moi l'encouragea à parler. Petit à petit, il me conta l'histoire de sa vie, si courte et si douloureuse : une histoire hallucinante comme il ne peut s'en passer qu'en Russie.

Dès lors, je me suis renseigné. On connaît stanislas Z... dans la colonie russe. Ce qu'il m'a dit n'est que la stricte vérité.

Voici brièvement son histoire :

Stanislas Z... est né en 1884, à Kalich, en Pologne. Son père, maître d'école, chargé d'une nombreuse famille, ne négligea cependant rien pour instruire ses enfants.

A l'âge de seize ans, le jeune homme, collégien encore, prit part à une manifestation politique. Il fut arrêté et jeté dans un cachot humide et infect dont il sortit au bout de quelques mois, l'âme aigrie et le corps malade. Les établissements d'instruction publique étant désormais fermés pour lui, il se mit à étudier à la maison, sous la direction de son père. Peu après, il entra dans une société de jeunes gens qui, le soir, organisaient des lectures pour les ouvriers. Au bout d'une année, il fut de nouveau arrêté, ainsi qu'un grand nombre de ses camarades.

La ville de Kalich était à ce moment terrorisée par un gouverneur cruel, le comte Keller, ancien colonel du 15e régiment de dragons, qui y avait été envoyé pour étouffer les menées révolutionnaires. Cet homme d'une cinquantaine d'années procédait d'une façon toute spéciale pour guérir les jeunes gens des idées qu'il jugeait pernicieuses. Il les faisait aligner par six, nus et étroitement ligotés, dans le corridor de la prison, les faisait fouetter jusqu'au sang et saupoudrait lui-même leurs blessures avec du sel. C'était son occupation préférée et il disait en riant : « Cela tue le microbe révolutionnaire ». Au bout d'une heure de souffrances atroces, les prisonniers étaient ramenés dans leurs cachots. L'opération se répétait deux fois par semaine. Ce monstre n'échappa pas à sa destinée : une bombe jetée par un révolutionnaire lui arracha les deux jambes.

Lorsque le malheureux jeune homme sortit de prison, il était entièrement brisé. Les soins assidus de sa famille lui rendirent lentement la santé.

Une année plus tard, Stanislas Z... fut de nouveau impliqué dans une affaire de propagande, cette fois-ci innocemment. Arrêté et envoyé en Sibérie dans les environs d'Omsk, il fut placé chez un paysan du village, sous la surveillance de la police. Avant son départ, le chef de la gendarmerie lui déclara, sur le ton de la plaisanterie : « Cette fois-ci, nous nous débarrassons définitivement de vous. Votre langue nous est trop nuisible. Si vous voulez vous l'arracher, vous resterez chez vous, car, dans ce cas, vous ne sauriez plus nous nuire ».

S'arracher la langue ! Ces paroles inouïes firent trembler d'effroi le malheureux. Ne peut-on pas s'attendre à tout en Sibérie ? L'inquisition du moyen âge est-elle abolie dans les prisons ?

Des pensées atroces agitèrent le malheureux pendant les trois mois que dura son douloureux voyage vers l'enfer sibérien.

Là-bas, la surveillance de la police locale fut pour lui un nouveau martyre.

Comme à Kalich, on ne cessa de lui répéter : « Tu parles trop, tu apprendras ici à te taire ».

Alors une idée folle traversa l'esprit du jeune homme. Ne plus parler ! Devenir muet ! Peut-être, à cette condition, le laisserait-on libre. Un jour, le chef de la police locale étant entré chez lui, il répondit à ses questions par un grognement inarticulé. L'autre éclata de rire : « Nous connaissons cela », dit-il. Et comme le jeune homme s'obstinait dans son mutisme, il le roua de coups et partit. Ni le lendemain, ni les jours suivants, Stanislas Z... ne répondit aux questions qui lui furent posées. Il se condamna au silence absolu. Par des moyens inavouables, tous plus féroces les uns que les autres, les autorités locales cherchèrent à lui arracher quelques paroles. On le surveilla jour et nuit. Pour ne pas se trahir, il ne dormit pas. Mais, une nuit, tandis qu'il s'assoupissait, une horrible douleur le fit sursauter. Le gendarme caché au pied de son lit venait de lui enfoncer une grosse aiguille dans la plante des pieds. Ce fut en vain. Le stoïque jeune homme gémit mais n'articula pas une parole.

Parfois, lorsqu'il se savait seul, il se parlait doucement à lui-même, de peur de perdre toute faculté d'élocution. Il s'aperçut alors, avec une horreur indescriptible, qu'il lui était devenu impossible de prononcer certains mots.

Las de le battre, on l'envoya à l'hôpital militaire d'Omsk. Là, ce furent des savants qui s'acharnèrent sur le malheureux. On le soumit à un courant électrique extrêmement intense. On lui brûla le corps. On lui fit subir des souffrances sans précédent, et cela pendant plusieurs semaines. Stanislas Z... garda farouchement le silence. Un soir — il sanglotait en me racontant cela — les quatre médecins qui l'entouraient lui firent subir une torture pour laquelle on le soumettait à un cordial qui lui brûlait la poitrine et la gorge qu'il n'y put tenir. Il ouvrit la bouche, voulut crier le mot : « Mère ! » dont le souvenir vibrait dans son esprit, mais sa langue ne put articuler aucun son. Cette fois-ci, véritablement, il ne pouvait plus parler.

Un mois plus tard, il fut relâché et retourna dans sa ville natale où la surveillance de la police se fit encore plus étroite, plus cruelle. Mais il avait perdu tout usage de la parole.

Bientôt, sous un prétexte futile il fut recherché de nouveau au sujet d'une brochure dans laquelle figurait son nom. Il s'enfuit et arriva, il y a quelques mois, à Paris.

Ici, deux hommes de cœur furent émus par son infortune, d'abord M. le docteur B. Motz, chef de l'hôpital Necker, puis M. le professeur Babinski, chef de l'hôpital de la Pitié. Ils le soignèrent tous deux longuement, patiemment, et peu à peu, il retrouva l'usage de sa langue. Aujourd'hui, il bégaye fortement, sa conversation est pénible à suivre, mais il réussit à se faire comprendre. Pour guérir complètement, il lui faudrait des soins assidus qu'il ne peut se procurer, car il est sans ressource aucune, et travaille à la journée où il peut et à n'importe quel prix.

Saisi d'horreur et de pitié, j'écoutais sans mot dire le récit de ce long martyre. Assis en face de moi, Stanislas Z... tenait fixés sur les miens ses yeux où une indicible épouvante semblait être entrée pour toujours. Sa voix bégayante et brisée, maladroite à soulever le poids trop lourd des mots, sortait par un pénible effort...

Je me souviendrai longtemps de cette soirée. Jamais sans doute, depuis les temps les plus sombres du moyen âge, la haine de la pensée libre ne s'est déchaînée aussi férocement qu'en Russie. Jamais on n'a persécuté avec plus de raffinement et de savante cruauté les partisans déclarés d'un régime plus équitable et plus libéral. Tandis que je prenais congé de mon malheureux interlocuteur, je cherchais à me représenter tout ce que l'avenir devrait apporter au peuple russe d'humaine douceur et de joyeuse fraternité pour que s'oublie un jour l'histoire sanglante de la Russie, à l'aurore d'un siècle de civilisation et de progrès.

Serge PERSKY.

ECHOS

ARMES PROHIBEES

On sait que les magistrats admettaient jusqu'ici une certaine tolérance en matière d'armes prohibées. Aussi le port du revolver d'ordonnance n'entraînait aucune amende, parce qu'il passait pour difficile de le dissimuler.

Les juges parisiens viennent de renoncer à cette jurisprudence. Le revolver d'ordonnance lui-même est par eux frappé de prohibition.

Cette mesure ne fera sans doute nulle peine aux Apaches.

CONTRE LES LAPINS

On ne se fait pas partout des rentes en élevant des lapins.

C'est ainsi qu'en Australie on a dû élever une grande barrière pour mettre fin à l'invasion persistante des lapins. Elle a 3.250 kilomètres et a coûté 6.250.000 francs. Tous les huit kilomètres sont disposés des pièges où les malheureux rongeurs viennent se prendre en quantité.

Et dire que chez nous il y a tant de joie dans l'âme d'un chasseur quand il voit poindre les deux oreilles d'un lapin !

LA FOI BAISSE

La foi baisse décidément.

Il paraît, en effet, que les sermons du Carême ne sont pas très suivis à Paris. Un de nos confrères le constate en ces termes :

« Il faut avouer d'ailleurs que l'heure choisie pour les conférences dominicales de Notre-Dame, — une heure de l'après-midi, — est bien propre à décourager ceux qui ne s'y sentent pas attirés invinciblement. Une heure de l'après-midi, c'est, pour un grand nombre de Parisiens, l'heure du déjeuner. »

Ce qui revient à dire que les fidèles ne veulent pas jeûner même en Carême. Malheur des temps !

A LA CHAMBRE

La réintégration des Fonctionnaires révoqués

M. BERTEAUX INTERPELLE

La Chambre qui avait voté mardi, malgré le Gouvernement, par 330 voix contre 217 la réintégration des fonctionnaires révoqués, décide de ne pas maintenir son vote et par 352 voix contre 130 d'accorder toute sa confiance au ministère.

Paris, 13 mars. — La séance est ouverte à deux heures et demie sous la présidence de M. BRISSON. L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Raiberti, sur nos effectifs militaires.

Nos effectifs militaires

DISCOURS DE M. RAIBERTI

Mon interpellation ne saurait avoir le caractère d'un aveu d'infériorité et d'impuissance de notre organisation militaire. Mais elle a pour objet d'établir quelles immenses forces cette organisation laisse se perdre.

En 1881 la France avait sous les drapeaux 414.000 hommes ; l'Allemagne 450.000. En 1908 la France en a 512.000 ; l'Allemagne 600.000. Cette différence ne tient qu'en apparence à la différence du nombre des naissances. Elle provient en réalité d'une crise d'organisation causée par une législation qui, en réduisant successivement la durée du service actif, n'a compensé cette réduction par une prolongation du service dans la réserve.

La loi de deux ans avait prévu que l'équilibre serait établi au moment d'une guerre par les rengagements du temps de paix, or, ces rengagements ne se produisent pas : dans la première année d'application du service de deux ans, au lieu de 15.000 rengagements de caporaux, brigadiers nous n'en avons eu que 4.000 et au lieu de 8.000 rengagements de soldats, nous n'en avons eu que 1.200. D'où vient cet échec ? Probablement de l'insuffisance des avantages concédés aux rengagés.

Au lieu de maintenir les quatrièmes bataillons qui auraient dû recevoir les hommes dont nous disposons, on les a supprimés en 1887, rétablis en 1897, et on les a supprimés à nouveau. Modifications perpétuelles qui ruinent toute suite d'idées.

Le nombre de nos bataillons mêmes, depuis 1871, sensiblement inférieur à celui de l'Allemagne, il était alors de 479 contre 600 ; demain il sera de 524 seulement, contre 648 ; soit 100.000 hommes en chiffres ronds.

L'inquiétude n'est pas moindre pour l'artillerie. L'Allemagne possède 160 pièces par corps d'armée ; la France n'en a que 96. Le ministre nous propose de porter de 500 à 744 le nombre de nos batteries. Mais il faudrait augmenter simultanément les hommes, les camps d'instruction et les munitions. Il ne faut pas réaliser l'augmentation de la quantité au préjudice de la qualité.

L'orateur aborde la question de nos troupes de couverture. Il n'y a pas de plus belles troupes au monde, mais elles sont sujettes, elles aussi, au déchet et elles subissent la crise de l'instruction.

Notre situation sur la frontière n'est pas égale à celle de l'Allemagne, alors qu'elle devrait être supérieure.

Plus nous sommes pacifistes, plus nous devons être forts. La France n'attaquera jamais ; or, chacun sait que l'asseillant a une supériorité marquée sur son adversaire. La situation, qui n'est pas bonne, ira en s'aggravant parce que le nombre des naissances va en diminuant.

Le contingent annuel risque de tomber de 210.000 à 186.000 hommes, alors que les contingents allemands ne cessent de s'accroître.

Où est le remède ?

M. RAIBERTI n'en voit qu'un seul. La nomination d'une grande commission chargée d'une nouvelle organisation de l'armée.

RÉPONSE DU GÉNÉRAL PICQUART

M. le général PICQUART, ministre de la Guerre. — La diminution de la natalité en France a forcément une influence sur l'état de nos contingents. Impossible d'échapper à ce fléchissement. Ce que nous pouvons faire, c'est d'utiliser le mieux possible les éléments dont nous disposons. On a beaucoup parlé des engagés de l'armée allemande ; je crains qu'on ait dit des choses inexactes.

Il n'y a de rengagés en Allemagne que des sous-officiers, des aspirants sous-officiers et quelques employés. Au point de vue de l'instruction, les soldats allemands sont à peu près dans la même situation que les nôtres, puisque le service de deux ans existe de l'autre côté du Rhin comme ici, sauf en ce qui concerne la cavalerie et les batteries à cheval.

Nous avons fait un effort pour créer les quatrièmes bataillons, puis l'heure est venue où nos effectifs ont cessé de s'accroître.

Le général Picquart demande le renvoi de la motion Raiberti, à la Commission de l'armée.

Il en est ainsi décidé.

M. BERTEAUX INTERPELLE

LA REINTEGRATION DES FONCTIONNAIRES. — LE DERNIER VOTE DE LA CHAMBRE

M. BERTEAUX dit qu'il vient de déposer une demande d'interpellation au Gouvernement sur la suite qu'il entend donner au vote de la Chambre qui, par une mesure de bienveillance, avait voté la réintégration de certains fonctionnaires.

M. CLEMENCEAU, président du Conseil, dit que bien qu'il ne lui paraisse pas correct de demander compte au Gouvernement de l'attitude qu'il compte prendre dans une discussion qui doit se produire au Sénat ; il est à la disposition de la Chambre.

Il semble qu'il soit préférable de joindre cette interpellation à la proposition d'amnistie que le Gouvernement va déposer.

M. BERTEAUX rappelle qu'une note a été publiée dans les journaux annonçant que le gouvernement s'opposait à cette mesure de clémence.

M. CLEMENCEAU. — Le Gouvernement est étranger à cette publication.

M. BERTEAUX donne lecture de cette note.

Il est de la dignité de la Chambre de trancher cette question immédiatement. (Mouvement divers).

Le Gouvernement entend-il faire obstacle au vote émis sur le fond à une grande majorité par la Chambre ? (Applaudissements sur divers bancs à gauche).

M. CLEMENCEAU dit qu'il lui paraissait préférable que la question de confiance fût posée, non pas sur un fait isolé, mais sur sa politique, et c'est pourquoi il avait demandé de joindre la question à celle de l'amnistie.

Il ne refuse pas cependant de répondre à la question posée sur laquelle d'ailleurs, M. Simyan s'est expliqué au nom du Gouvernement.

Il déclare que le gouvernement a préparé un projet d'amnistie, dont les termes ne sont pas encore définitivement arrêtés. Il amnistie ceux qui ont pris part aux événements du Midi. (Applaudissements). Il a examiné d'autres catégories de personnes à amnistier.

Sur l'amnistie et la question des fonctionnaires, le parti du gouvernement est pris : amnistie pour les faits politiques, pas d'amnistie pour les antipatriotes. (Appl. à gauche et au centre).

Le gouvernement a discuté longtemps avec la Commission pour trancher la question du Statut des fonctionnaires ; il espère apporter prochainement un projet qui leur donnera des garanties suffisantes.

En attendant il a le devoir de surveiller les (Applaudissements à gauche).

Le gouvernement ne peut pas faire une bureaucratie d'autocratie irresponsable. (Applaudissements)

Si on veut faire le contraire, qu'on se prononce pour ce régime d'anarchie. (Appl.).

M. LE PRESIDENT consulte la Chambre sur la discussion immédiate

M CLEMENCEAU. — Il va de soi que le gouvernement accepte.

M. BERTEAUX dit que la thèse développée par le président du Conseil aurait gagné à l'être dans la discussion de mardi dernier.

Personne n'a pu se tromper sur la portée du vote émis ce jour-là par la Chambre.

M. le président du Conseil est resté muet l'autre jour. Il demande aujourd'hui à la Chambre de se déjuger. (Très bien à gauche).

Il a dit que ni de près ni de loin, il n'accepterait une mesure consistant à passer l'éponge sur certaines doctrines antimilitaristes. S'il s'agissait de cela, l'orateur ne serait pas à la tribune.

La Chambre s'est refusée à faire aucune distinction entre ceux qui pouvaient avoir des excuses et ceux qui avaient tenu le langage le plus violent.

Elle était en droit, en l'absence de toutes raisons contraires, d'émettre le vote qu'elle a émis.

Le gouvernement, par le projet d'amnistie sur les événements du midi, que l'orateur approuve, se propose d'amnistier plus que des paroles, des actes. Pourquoi n'étend-il pas son indulgence à d'autres cas ?

On a parlé des notes des journaux. L'autre jour, un journal a publié, sur un des membres de la Chambre, une note.

M. CLEMENCEAU. — J'y suis complètement étranger.

M. BERTEAUX dit qu'il le croit. Mais pourrait-il en dire autant de ses collaborateurs les plus immédiats.

Le président du conseil disait un jour à la Chambre, qu'il ne voulait pas être étranglé entre deux portes par les muets du gérait, et qu'il attendait les radicaux.

L'orateur prie la Chambre de ne pas se déjuger, comme on le lui demande, en lendemain du vote qu'elle a émis. (Applaudissements à gauche.)

Discours de M. Barthou

M. BARTHOU, ministre des travaux publics, dit que le président du conseil a fait connaître l'intention du gouvernement de déposer un projet de loi d'amnistie. A l'occasion de cette amnistie, la question des fonctionnaires peut se poser.

Au mois de mai 1907, il a protesté contre l'amnistie qu'on lui demandait pour certains fonctionnaires. Il n'a rien à retirer de ses déclarations, rien à en renier.

Une question est, dès maintenant, soumise à la Chambre, celle de savoir quelle sera l'attitude du gouvernement sur la proposition de loi que la Chambre a votée l'autre jour.

Il y a quelques mois, l'orateur était appelé à faire une déclaration. M. Paul Constans avait demandé la réintégration des fonctionnaires des postes qui avaient été frappés. L'orateur a indiqué que le gouvernement examinerait leur situation au moment où le statut des fonctionnaires serait voté ; mais il a distingué entre les agents des postes et les sous-agents. Il a dit que l'attitude des premiers avait été correcte. Il a examiné les situations individuelles ; comme il en était un qui avait 25 ans de services, qui était très bien noté, M. Clavier, il l'a réintégré, et il n'a pas dit que la porte était fermée pour les autres. (Très bien sur divers bancs.)

Pour les sous-agents des postes et télégraphes, M. Simonet et M. Grangier, il a rappelé qu'ils avaient été une première fois frappés de révocation ; il a déclaré qu'il perdrait toute autorité sur les services s'il pouvait envisager leur réintégration ; que la